

Vu l'avis du Conseil national des établissements hospitaliers  
Section Programmation et Agrément, émis le 29 juillet 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de  
Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de  
l'Environnement et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en  
Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 21 mars 1977 fixant  
les critères qui sont d'application pour la programmation des diffé-  
rents types de services hospitaliers, modifié par l'arrêté royal du  
2 août 1985, le point 1 est complété par la disposition suivante :

« d) 0,52 lit par mille habitants pour les services de spécialités  
(index Sp). Ce critère reste d'application jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1995 et  
sera adapté par Nous conformément au nombre de lits Sp agréé; »

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté royal précité, les mots « 0,3 lit » sont  
remplacés par « 0,23 lit ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication  
au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de  
l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent  
arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Intégration sociale,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme M. DE GALAN

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoor-  
zieningen, Afdeling Programmatie en Erkenning, uitgebracht op  
29 juli 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van  
Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid  
en Leefmilieu, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Minis-  
ters,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 maart 1977  
tot vaststelling van de criteria die van toepassing zijn voor de  
programmatie van verschillende soorten ziekenhuisdiensten, gewij-  
zigd door het koninklijk besluit van 2 augustus 1985, wordt het  
punt 1 aangevuld met de volgende bepaling :

« d) 0,52 bedden per duizend inwoners voor diensten voor speciali-  
teiten (kenletter Sp). Dit criterium blijft geldig tot op 1 januari 1995  
en zal door Ons worden aangepast overeenkomstig het aantal  
erkende Sp-bedden; »

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden  
« 0,3 bedden » vervangen door de woorden « 0,23 bedden ».

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het  
*Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van  
Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu zijn,  
ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
B. ANSELME

De Minister van Maatschappelijke Integratie,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 93 — 2415

12 OCTOBRE 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du  
2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrément spéciale de  
maisons de repos et de soins

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et  
relative à certaines autres formes de dispensation de soins, modifiée  
par la loi du 8 août 1980 et l'arrêté royal n° 59 du 22 juillet 1982,  
notamment l'article 5, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour  
l'agrément spéciale de maisons de repos et de soins, modifié par les  
arrêtés royaux des 30 juillet 1986, 8 décembre 1986, 21 avril 1987,  
5 juin 1990, 12 juillet 1991 et 17 décembre 1992;

Vu le protocole conclu entre le Gouvernement fédéral et les auto-  
rités visées aux articles 59 bis, 59 ter et 108 ter de la Constitution  
concernant la politique de santé à mener, du 28 juillet 1983;

Vu l'avis du Conseil national des établissements hospitaliers,  
Section Programmation et Agrément, émis le 29 juillet 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,  
notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980,  
16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les modalités pratiques d'exécution des décisions  
prises lors du conclave budgétaire doivent impérativement entrer en  
vigueur le plus tôt possible de telle manière que les gestionnaires  
d'hôpitaux puissent se conformer aux délais imposés et que les  
fermetures ou reconversions interviennent effectivement au 1<sup>er</sup> jan-  
vier 1994;

N. 93 — 2415

12 OKTOBER 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het  
koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de  
normen voor de bijzondere erkenning van rust- en verzor-  
gingstehuizen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op  
de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van  
verzorging, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1980 en het  
koninklijk besluit nr. 59 van 22 juli 1982, inzonderheid op artikel 5,  
§ 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende  
vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van rust-  
en verzorgingstehuizen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van  
30 juli 1986, 8 december 1986, 21 april 1987, 5 juni 1990, 12 juli 1991  
en 17 december 1992;

Gelet op het protocol tussen de Federale Regering en de in  
artikel 59 bis, 59 ter en 108 ter van de Grondwet bedoelde overheden  
inzake het te voeren gezondheidsbeleid d.d. 28 juli 1983;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoor-  
zieningen, Afdeling Programmatie en Erkenning, uitgebracht op  
29 juli 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op  
12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de  
wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de praktische regelingen voor de uitvoering van  
de beslissingen van het begrotingsconclaaf zo spoedig mogelijk van  
kracht moeten worden zodat de ziekenhuisbeheerders de opgelegde  
termijnen kunnen naleven en de sluitingen of reconversies effectief  
op 1 januari 1994 plaatsvinden;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Le point B, 4, e), de l'annexe 1 à l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, modifié par les arrêtés royaux des 30 juillet 1986, 8 décembre 1986, 21 avril 1987, 5 juin 1990, 12 juillet 1991 et 17 décembre 1992, est complété par l'alinéa suivant :

« Tous les médecins visiteurs qui traitent une ou plusieurs personnes nécessitant des soins dans une maison de repos et de soins doivent s'engager, vis-à-vis de la direction, à participer le plus efficacement possible à l'organisation médicale interne de l'établissement, incluant les heures de visite et la constitution d'un dossier uniforme, de patient. Cette organisation est définie dans un règlement d'ordre intérieur. »

**Art. 2.** Le point B de l'annexe 1 de l'arrêté royal précité, est complété par un point 5, rédigé comme suit :

« 5. Participation et examen des suggestions et plaintes des résidents.

a) Dans chaque maison de repos et de soins est créé un conseil des résidents qui se réunit au moins une fois par trimestre.

Ce conseil se compose de résidents de la maison de soins ou de membres de leur famille.

La liste nominative actualisée des membres du conseil des résidents doit être affichée à un endroit bien visible.

Ledit conseil peut émettre un avis, soit de sa propre initiative, soit à la demande du responsable de la gestion journalière de la maison de soins, et ce, au sujet de toutes les questions relatives au fonctionnement général de la maison de soins.

Un rapport relatif aux réunions dudit conseil est rédigé et peut être consulté par les résidents ou par les membres de leur famille. Un exemplaire de ce rapport est transmis au responsable de la gestion journalière de la maison de soins.

Les fonctionnaires chargés de l'inspection des maisons de repos et de soins peuvent à tout moment consulter ces rapports.

b) Des suggestions, des remarques ou des plaintes peuvent être consignées par le résident ou sa famille dans un registre ad hoc.

Le plaignant doit être informé de la suite qui a été donnée à sa plainte.

Le registre visé à l'alinéa 1er doit être présenté sur simple requête du conseil des résidents ou des fonctionnaires chargés de l'inspection.

c) Lors de l'admission, le résident ou son représentant est informé par écrit des dispositions prévues aux points a) et b). Il signe, lors de son admission, une déclaration selon laquelle il a été informé de l'existence, dans l'institution, d'un conseil des résidents ainsi que de la possibilité qui lui est donnée de consigner des suggestions, des remarques ou des plaintes dans un registre ad hoc. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Intégration sociale,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme M. DE GALAN

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Punt B, 4, e), van de bijlage 1 aan het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van rust- en verzorgingstehuizen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 30 juli 1986, 8 december 1986, 21 april 1987, 5 juni 1990, 12 juli 1991 en 17 december 1992, wordt aangevuld met volgend lid :

« Alle bezoekende geneesheren die één of meerdere verzorgingsbehoevenden in het rust- en verzorgingstehuis behandelen dienen er zich ten aanzien van de directie toe te verbinden optimaal mee te werken aan de bestaande interne medische organisatie van de instelling, waaronder de bezoeken en het opmaken van een uniform patiëntendossier. Deze organisatie wordt vastgelegd in een reglement van orde. »

**Art. 2.** Punt B van de bijlage 1 aan het voornoemde koninklijk besluit, wordt aangevuld met een punt 5, luidend als volgt :

« 5. Inpraak en onderzoek van de suggesties en klachten van de bewoners.

a) In ieder rust- en verzorgingstehuis wordt er een bewonersraad opgericht die minstens eenmaal per trimester vergadert.

Deze raad is samengesteld uit bewoners van het verzorgingstehuis of hun familieleden.

De geactualiseerde nominatieve lijst van de leden van de bewonersraad moet op een goed zichtbare plaats worden uitgehangen.

Bedoelde raad kan advies uitbrengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de verantwoordelijke voor het dagelijks bestuur van het verzorgingstehuis, over alle aangelegenheden die de algemene werking van het verzorgingstehuis betreffen.

Van de vergaderingen van bedoelde raad wordt een verslag opgemaakt dat ter inzage ligt van de bewoners en hun familieleden. Een exemplaar van dit verslag wordt overgemaakt aan de verantwoordelijke voor het dagelijks bestuur van het verzorgingstehuis.

De ambtenaren belast met het toezicht op de rust- en verzorgingstehuizen kunnen te allen tijde inzage nemen van deze verslagen.

b) Suggesties, bemerkingen of klachten kunnen door de bewoner of zijn familie in een daartoe bestemd register worden geakteerd.

Aan de indiener dient te worden medegedeeld welk gevolg er aan zijn klacht werd gegeven.

Het in het eerste lid bedoelde register dient, op eenvoudig verzoek van de bewonersraad of van de met het toezicht belaste ambtenaren te worden voorgelegd.

c) De bewoner of zijn vertegenwoordiger wordt bij de opname schriftelijk geïnformeerd over de bepalingen zoals voorzien in a) en b). Hij tekent bij zijn opname een verklaring dat hij in kennis werd gesteld van het bestaan van de bewonersraad in de inrichting alsook van de mogelijkheid waarover hij beschikt om suggesties, bemerkingen of klachten te akteren in een daartoe bestemd register. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
B. ANSELME

De Minister van Maatschappelijke Integratie,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
Mevr. M. DE GALAN